

la fin d'août jusqu'au milieu de février, disons six mois. Est-ce une chose extraordinaire, si on examine les résultats qu'ont donnés certaines commissions dont l'honorable député faisait partie ? Il nous a dit hier—et c'est là une chose qu'il n'a pas oubliée—qu'il avait siégé deux mois à Washington avec M. Chamberlain, afin de régler la question des pêcheries. Je crois que l'on a siégé alors plus que deux mois, mais, dans tous les cas, je ferai remarquer qu'on n'avait qu'une seule question à régler. Quant à nous, nous avions dix ou douze sujets à étudier et à résoudre, les pêcheries de l'Atlantique, de la mer de Behring, la délimitation des frontières de l'Alaska, les privilèges de transit, la réciprocité, la loi concernant le travail des aubains, les pêcheries dans les eaux intérieures, et deux ou trois autres questions que j'oublie pour le moment. Ayant à étudier tous ces sujets, il me semble que nous avons fait diligence. Mais il y a plus. Nos travaux ont été retardés par la maladie et la mort de M. Dingley. En passant, permettez-moi de dire que M. Dingley n'était pas apprécié ici à sa juste valeur. On le savait prohibitionniste, ainsi que mon honorable ami. Ce n'était pas un libre-échangiste, mais un protectionniste aussi ardent que l'honorable préopinant. M. Dingley était un homme à convictions profondes, et mes collègues et moi qui l'avons bien connu, pouvons lui rendre ce témoignage, qu'il n'y eut jamais âme plus droite et plus loyale. Il était toujours prêt à discuter et à se laisser convaincre. Quant à moi, je déplore profondément sa perte. Je suis certain que s'il eut vécu, il aurait pu nous aider, grâce à l'autorité dont il jouissait dans son parti, à résoudre un grand nombre de difficultés qui ont entravé la marche de nos négociations. Sa place dans la commission a été remplie par un homme éminent, M. Payne, mais malheureusement, nos négociations ont dû souffrir un certain retard.

Nous avons eu à déplorer ensuite le malheureux accident qui a causé la mort de lord Herschell. Mon honorable ami a parlé hier en termes éloquentes de notre regretté président qui était non seulement un juge distingué, un grand homme d'Etat, un habile diplomate, mais un des meilleurs amis que le Canada ait jamais eu en Angleterre. Il m'a fait peine de lire, l'autonne dernier, dans certains journaux canadiens, que lord Herschell désirait régler quelques-unes des questions en litige en sacrifiant les intérêts du Canada. La presse n'a jamais publié assertion plus fautive, et j'espère que les journaux canadiens s'empresseront de réparer l'injustice que l'on a commise à l'égard de cet homme d'Etat qui,—nous pouvons lui rendre ce témoignage, car nous l'avons vu à l'œuvre—a combattu pour le Canada, non seulement avec enthousiasme, mais avec conviction et dévouement. Tous ces incidents nous ont amené à la dernière période

Sir WILFRID LAURIER.

des négociations. Le public sait ce qui est arrivé.

L'honorable chef de l'opposition prétend que dans toutes ces négociations nous n'avons fait que demander la réciprocité, que nous ne nous sommes pas occupés de la question de la mer de Behring, des pêcheries ou des autres questions que nous avions à résoudre, mais que notre seul objet a été d'obtenir des concessions commerciales des commissaires américains. Que l'honorable député me permette de lui dire que sur ce point, comme sur tous les autres, il se trompe. Je n'ai pas le droit de dévoiler ce qui s'est passé au sein de la commission, mais je puis parler du sentiment public au Canada et affirmer, sans crainte de me tromper, que l'opinion n'est pas aujourd'hui en faveur de la réciprocité ; et je crois connaître le cœur et la pensée du pays. Il fut un temps où nos concitoyens, et l'honorable chef de l'opposition tout le premier, auraient donné beaucoup pour se faire ouvrir le marché américain. Il fut un temps où les grandes villes de l'Union étaient notre seul marché. Mais, grâce à Dieu, ce temps-là n'est plus ; nous sommes plus indépendants. Par notre système d'entrepôts frigorifiques, nous avons obtenu l'accès d'un marché que nous n'avions pas auparavant, le marché anglais. Les temps sont changés, mais j'avoue sans hésitation que, pour un grand nombre de nos produits, le marché américain nous serait encore extrêmement avantageux.

L'honorable chef de l'opposition a dit hier que c'était notre attitude sur la question de réciprocité absolue qui avait fait "échouer nos négociations." Je me sers de ses propres expressions. Réciprocité absolue ; combien de fois ne nous a-t-il pas jeté ces mots à la face ! Si c'est un crime que d'avoir préconisé la réciprocité absolue, le premier coupable est l'honorable préopinant. Si c'est une bonne chose, je lui en laisse toute la gloire, car il est le premier Canadien qui ait offert de troquer certains de nos privilèges contre la réciprocité absolue.

Sir CHARLES TUPPER : Je nie catégoriquement l'affirmation de l'honorable premier ministre.

Le PREMIER MINISTRE : Je m'attends à ce démenti, et je me suis mis en mesure de le relever immédiatement. L'honorable député peut chercher à jouer sur les mots et à embrouiller la question, mais il ne peut nier qu'un jour qu'il se trouvait à Washington, pour régler la question des pêcheries de l'Atlantique, il n'ait offert un règlement sur la base de ce qu'il appelait la réciprocité absolue.

Des VOIX : Non, non.

Le PREMIER MINISTRE : Que l'honorable chef de l'opposition se calme pour un instant. Je ne veux pas le jouer. Il me dira qu'il a fait une offre absolue de réciprocité et non une offre de réciprocité absolue. Il